

Le prolétaire

bimensuel - parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

1^{er} juin - 14 juin 1970

LE NUMERO :

8^e ANNEE — N° 82

0,50 F - 5 F. B.

LA PHOBIE DE LA PROVOCATION : une main tendue à la répression bourgeoise

A toutes les époques et dans tous les pays, les gouvernants ont prétendu que les heurts entre les classes étaient le fait d'une minorité d'inconscients : ceux qu'aujourd'hui on appelle les « casseurs ». L'opportunisme ouvrier, qui veut lui aussi servir les classes ennemies pour le plus grand bien de la Nation a de son côté besoin de croire que

la violence sociale n'est pas l'essence même du capitalisme, mais le résultat de l'initiative de certains de ses gouvernements : en France, une « provocation » du pouvoir gaulliste. Ainsi, sur ce point au moins, la loi contre les casseurs et la haine antigauchiste du P. C. F. et de la C. G. T. se donnent la main.

Cette dernière position est logique chez ceux qui prétendent que l'évolution du capitalisme exclut désormais tout heurt révolutionnaire entre le prolétariat et la bourgeoisie : à les entendre, la lutte insurrectionnelle, la conquête violente du pouvoir et la destruction de l'Etat capitaliste seraient surannées ; la participation des « socialistes » et des « communistes » au gouvernement bourgeois ainsi que les réformes qu'ils promulgueraient au Parlement amélioreraient progressivement le sort des travailleurs et permettraient de passer au socialisme sans convulsions sociales.

Cette stupide vision de l'histoire, toujours tragiquement démentie par les faits, qui n'a jamais connu un commencement de réalisation, a été reprise à son compte par l'opportunisme stalinien au lendemain du second conflit impérialiste mondial. Après avoir immolé le prolétariat à la Patrie et à la Démocratie, il promettait à la classe ouvrière des « lendemains qui chantent », la défaite militaire des Etats fascistes devant ouvrir, selon lui, une ère idyllique de paix et de liberté universelles, de bien-être pour tous les pays et pour tous les hommes.

L'histoire de ce dernier quart de siècle a impitoyablement déchiré ce voile d'illusions qui avait permis à la bourgeoisie de sortir de la crise par la destruction et la mort. La paix universelle promise est apparue tout de suite comme une série ininterrompue de guerres et de génocides : Corée, Indochine, Algérie, Vietnam, Biafra, Cambodge... en attendant la suite ! Les antifascistes d'hier se sont démasqués comme les fascistes d'aujourd'hui : tous les Etats de la coalition démocratique de la

dernière guerre se sont révélés, à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs frontières, capables de tout autant de répression, de totalitarisme, de mépris de leurs propres lois que leurs frères ennemis de l'axe Rome-Berlin-Tokyo.

Cette fonction répressive et totalitaire est la vocation même de tout Etat bourgeois, indépendamment de sa forme constitutionnelle, à l'égard de n'importe quelle révolte sociale, au dedans ou au dehors de ses frontières. Or, dès la fin de la guerre de 1939-45, cette révolte existait en germe dans la promesse de prospérité contenue dans l'ordre donné au prolétariat par la chiourme stalinienne : « Produisez d'abord ! ». En effet, l'expansion économique, c'était à nouveau l'acuité d'une concurrence internationale accrue, l'effort inouï de chaque bourgeoisie pour réduire ses coûts de production, la crainte de chacune d'elles que les concessions faites aux ouvriers ne compromettent dangereusement la « compétitivité » nationale. Le sort du prolétariat, après qu'il eut *retroussé les manches* sous la férule des faux communistes devenus à leur tour gérants loyaux du capitalisme, ne cessait de s'aggraver et de démentir les promesses d'un « avenir meilleur ». L'allongement de la journée de travail, l'augmentation démentielle des cadences de production, l'inflation devenue chronique qui grignote les augmentations de salaire, voilà les causes souterraines du phénomène qui, devant la trahison éhontée de l'opportunisme politique et syndical, a pris le visage des « casseurs » !

Après le « printemps chaud » de 1968 en France et l'automne chaud de 1969 en Italie, le monde est partout, en 1970, le théâtre de luttes violentes, de grèves sauvages dirigées à la fois contre le patronat, l'Etat capitaliste et les directions syndicales inféodées à la bourgeoisie. Dans cette situation, les promesses de la « démocratie véritable », « renouée », indéfiniment perfectible, s'écroulent lamentablement, mettant à nu la seule perspective historique réelle, quoique soigneusement dissimulée par les complices ouvriers du capitalisme : l'exaspération des antagonismes de classe, le caractère catastrophique du mode capitaliste de production. Dans ce contexte la gestion bourgeoise de la société révèle son contenu permanent : la carotte est remplacée par le bâton, le démocrate paternel fait place à Marcellin !

Rien de nouveau en fait pour

de vrais marxistes : « L'histoire de toute la société, jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes ». Mais l'opportunisme stalinien n'a pas seulement cessé d'être marxiste, il est devenu le flic du capital. Pour remplir ce rôle, lui dont l'histoire officielle n'est qu'une suite d'affabulations, il lui faut en trouver une nouvelle qui « explique » les événements et les troubles de la société bourgeoise par un stupide roman policier à épisodes : les gauchistes sont payés par le gouvernement pour empêcher ces bons démocrates du P. C. F. de se mettre d'accord avec leurs compères de la gauche socialiste (oubliant au passage cette autre « historiette » négligeable : l'intervention russe en Tchécoslovaquie !).

Cette interprétation imbécille et criminelle des explosions de colère sociale n'est pas seulement nécessaire pour redorer le

(Suite page 4)

Paris-Prague et retour

La ténébreuse affaire des notes prises au cours de l'entrevue Waldeck-Rochet-Dubcek et remises par Fajon aux dirigeants tchécoslovaques « normalisés », l'exclusion de Garaudy ou la position contradictoire du P. C. F. à l'égard de l'« Aveu » (livre et film), tout cela pue à plein nez le fumier de l'opportunisme stalinien (et les staliniens repentis ne sont pas les moins nauséabonds), l'intrigue bureaucratique, la lâcheté devant les faits, la servilité. C'est donc bien la caractéristique de ce parti communiste français qui est sans doute bien français, mais n'a plus rien (s'il a jamais eu quelque chose) de communiste.

Pressé par Garaudy, stalinien repentin, pris de court par les maladroites d'Indra, stalinien tchèque non repentin qui avait tranquillement déclaré en public : « Nous ne savons pas encore » tout et il faudra encore en « quêter (sur Dubcek, NdR)... » La dernière surprise que nous avons eue nous a été préparée par les camarades français... A notre grande surprise ces camarades nous ont remis leurs notes sténographiées sur les entretiens de Waldeck-Rochet avec Alexandre Dubcek le 19 juillet 1968 », le P.C.F., après avoir catégoriquement nié (mais sans que l'on sache au juste ce qu'il niait), s'est vu contraint de publier dans l'« Humanité » le texte de ces notes sténographiées.

Nous ne chicanerons pas sur le fait que manquent certains passages, du moins si l'on compare à la version diffusée à Prague ; nous ne savons pas non plus si cette pièce sera versée au dossier d'un nouveau procès de Prague : que l'on n'y trouve rien qui n'était déjà connu et publié sur les positions de Dubcek ne

permet pas en effet d'en décider, puisque c'est justement avec de tels « documents » anodins qu'on a monté antérieurement les fameux procès. En tout cas, le ton des entretiens est remarquable.

Ce serait donc là une discussion entre représentants de partis « frères » ? A côté des platitudes d'usage et de quelques sous-entendus, on a affaire à des propos de diplomates professionnels. Waldeck-Rochet tient évidemment le rôle du commis-voyageur du patron russe et transmet à mots couverts son « message » : « Il faut tout faire pour éviter » d'aboutir à une rupture et à des extrémités dont les conséquences seraient terriblement graves pour tout le monde ; mais il veut aussi essayer de sauver les meubles, car le « socialisme » du printemps tchèque est une excellente marchandise d'exportation, très appréciée par les petits-bourgeois occidentaux, et donc une bonne affaire électorale pour le P.C.F., un atout maître dans la recherche de l'« unité » avec les socialistes en France :

(Suite page 4)

Pourquoi la Russie n'est pas socialiste

VII - Le faux « communisme » kolkhozien

(La première partie de cet article a paru dans notre numéro précédent).

Au moment crucial des semailles de printemps, la crainte d'une guerre civile incite le gouvernement à condamner les « excès » de la collectivisation et à autoriser les paysans à quitter le kolkhoze ; ce qui provoque leur sortie en masse et réduit de moitié le nombre total des kolkhoziens. Comme le constate Trotsky, « le film de la collectivisation repasse à l'envers ». Pour qu'une nouvelle entrée massive des paysans dans le kolkhoze soit possible et autorisée Staline à conclure au « succès de la collectivisation », il faudra qu'il leur soit fait des concessions considérables, qui annuleront socialement ce qu'il y a de techniquement « collectif » dans le kolkhoze. Mais avant d'en examiner le contenu, il nous faut expliquer les causes de la collectivisation elle-même.

Selon l'opinion commune aux staliniens et à leurs adversaires de gauche, elle aurait été une riposte rendue nécessaire par le chantage exercé sur le pouvoir soviétique par la bourgeoisie rurale riche (koulaks) dont l'importance n'aurait cessé de croître depuis la révolution. Les rares chiffres dont on dispose tendraient à montrer au contraire l'extension de la production des *moyens et petits* paysans dont l'existence rendait extrêmement lent le développement du *travail salarié* à la campagne, condition indispensable à l'élimination progressive de la petite production (1). Dans ces conditions, la collectivisation ne se présente pas comme un « tournant à gauche »

du stalinisme, une velléité « socialiste » de la bureaucratie d'Etat, mais comme le seul moyen, dans les conditions arriérées de la campagne russe, d'impulser — à chaud et sous l'effet d'une crise aiguë — le cours général de l'économie en direction du capitalisme.

On a quelques raisons de penser en effet que Staline s'est lancé dans cette aventure parce que le succès de la réquisition de grains, début 1928, les rapports favorables sur le développement des coopératives et surtout la conviction de la faiblesse de résistance de la paysannerie dans son ensemble l'y ont incité. Quoiqu'il en soit, le déterminisme des faits, sinon la démonstration statistique, est probant : la « forme-kolkhoze » s'est avérée la seule possible dans les conditions économiques, sociales et politiques résultant du reflux irrémédiable de la révolution internationale.

Toute *solution politique* ne survient qu'au terme d'un processus qui élimine les solutions auxquelles faisaient défaut des conditions indispensables. Ce qui est évident pour les solutions *révolutionnaires* est tout autant vrai pour celles de la *contre-révolution*. Après l'effort surhumain du prolétariat russe, le capitalisme ne pouvait, dans ce pays, *revenir* à la forme vassale, « sous-développée », qu'il avait prise au temps des tsars. Il ne pouvait pas davantage être éliminé par le socialisme puisque la révolution internationale était battue. L'érection, comme « moyen-terme », d'un *capitalisme national*, c'est-à-dire d'un *centre autonome* d'accumulation du capital en Russie n'était possible, dans ces conditions, que

par la stabilisation kolkhozienne de cette immense force de conservation sociale que représentait la paysannerie russe.

Cette voie spécifique de ce que l'on peut appeler « le capitalisme russe n° 2 » exprime la dialectique complexe des bouleversements sociaux dans la phase impérialiste : le mode capitaliste de production est, pour l'économie russe de l'époque, révolutionnaire, mais il n'est possible que par la victoire de la contre-révolution mondiale ; l'élimination prolétarienne de la bourgeoisie russe défaillante dans sa mission historique ne s'en achève pas moins par le triomphe de rapports *bourgeois* de production ! On comprend que ces événements contradictoires, objets de profonde perplexité pour toute une génération historique de révolutionnaires, compliquent considérablement une élucidation pourtant indispensable. On peut cependant en condenser les termes en revenant à une vieille formule lapidaire de Lénine, bien antérieure à la victoire d'Octobre 1917, et qui pose l'alternative capitale pour la Russie moderne : le prolétariat pour la révolution ou la révolution pour le prolétariat ? Le stalinisme, c'est, en fin de compte, la réalisation de la première partie de la formule au détriment de la seconde : grâce au sang du prolétariat russe, la Russie moderne a fondé son *Etat national*. Qu'importe la destruction *physique* de la classe à qui cette tâche était historiquement dévolue : les rapports de production qui se sont instaurés après plusieurs décennies de bouleversements

(Suite page 4)

Un membre du service d'ordre de la C.G.T. a été arrêté à la fin de la manifestation du 1^{er} mai à Paris, inculpé de violences à agent et jugé.

Voici sa défense, qui se passe de commentaires : « Je suis contre toute violence. J'ai du respect pour la police et l'armée françaises. J'estime que ces gens font leur travail et qu'il faut les respecter. Je n'ai absolument rien fait contre eux. Il y a erreur à mon égard... ».

Bien sûr qu'il y avait erreur ! Le tribunal l'a aussitôt reconnu et a acquitté ce brave homme. De tels larbins de l'ordre bourgeois, de ses traîneurs de sabre et de ses flics sont trop précieux...

REUNION PUBLIQUE A ST-ETIENNE

Le Vendredi 12 Juin, à 19 heures

Café des Platanes, Cours Fauriel

Qu'est-ce que le Parti Communiste International ?

La question chinoise dans notre travail de parti

La publication prochaine dans nos colonnes d'une série d'articles sur la « question chinoise » nous incite à faire le point du matériel déjà publié par notre parti à ce sujet. Comme on le verra, la matière est abondante ; malheureusement, beaucoup des numéros de notre revue "Programme communiste" auxquels nous nous référerons sont aujourd'hui épuisés. Nous espérons toutefois pouvoir rééditer tout ou partie de ces textes dans un délai relativement bref.

On doit noter tout d'abord que, de 1920 à 1927, la Chine a donné le seul exemple d'action relativement indépendante de la classe prolétarienne dans l'histoire des mouvements anticoloniaux des deux « après-guerre ». La défaite des communistes chinois, due essentiellement à la direction politique de l'Internationale communiste, a donc eu pour les révolutions d'Orient la même importance que la faillite de la révolution allemande pour le mouvement prolétarien en Europe. C'est en Chine dans les années 20 que s'est joué le destin des prolétaires de toutes les colonies qui se sont révoltés contre la domination impérialiste. En soulignant l'importance de ce tournant historique, notre parti n'a jamais nié ni minimisé la force explosive des antagonismes accumulés dans les divers pays arriérés avant et surtout après la seconde guerre mondiale, mais il a constamment opposé aux diverses spéculations « de gauche » sur d'éventuels développements « socialistes » dans ces pays, le fait qu'aucun problème d'action révolutionnaire ne peut être résolu tant que l'on rejette les armes de la doctrine révolutionnaire marxiste en ce domaine ; le corps de thèses du II^e Congrès de l'Internationale communiste et du Congrès des peuples d'Orient à Bakou en 1922.

Dès la fin du second conflit impérialiste mondial, lorsque de grands mouvements d'indépendance nationale réussissent à secouer le joug d'un impérialisme violemment ébranlé par les séquences de la guerre et que Moscou jurait d'armer et de diriger leur guerre sainte contre le pouvoir du capital, notre parti a rappelé et défendu ces positions programmatiques et tactiques fondamentales (cf. l'article « Oriente » paru dans notre revue théorique en langue italienne, *Prometeo*, série II, n° 2). L'importance de la révolution et de la défaite prolétarienne de 1927 a été également soulignée dans les articles « Révolution et contre-révolution en Chine » et « Le mouvement social en Chine » (*Programme communiste*, n°s 20, 21 et 27). Il ne nous a pas été possible par contre, pour des raisons contingentes, de consacrer toute la place nécessaire à l'histoire des luttes de classe de 1920 à 1927 et à la politique de Moscou, qui réussit à isoler l'action concomitante des masses d'Asie et du prolétariat de la métropole anglaise pour les conduire séparément à la défaite (rôle du « bloc des quatre classes » à Canton et du « comité syndical anglo-russe » à Londres ; voir à ce sujet une synthèse parue dans *Prometeo*, série I, n°s 2 et 3, sous le titre « La tactique du Komintern »).

Enfin, l'admirable lutte de Trotsky contre la trahison de l'Internationale en Chine devra être présentée de manière systématique au travers des textes qui dénoncent le reniement des thèses de Lénine et des perspectives révolutionnaires d'un Octobre asiatique. Le parti s'efforcera de remplir cette tâche collective en dénonçant radicalement l'actuelle « culture » du « socialisme dans la seule Chine » et en montrant que le prolétariat mondial n'a qu'une seule « culture » à conquérir ou à défendre : la conscience de ses buts et les enseignements de ses luttes passées.

Une autre raison fondamentale assigne à la Chine une

place de premier ordre dans notre analyse critique des mouvements nationaux-bourgeois : c'est le fait que la Chine est, depuis 1917, le seul pays arriéré qui ait conquis, au prix d'innombrables souffrances, toutes les conditions politiques d'un plein développement du *capitalisme national*. Ses dirigeants présentent donc aux peuples opprimés la « voie chinoise » comme le « modèle » de leur émancipation complète. Notre parti la présente, au contraire, comme un exemple des *limites sociales* de l'émancipation politique bourgeoise.

Notre critique a été dirigée avant tout contre les traditions du « socialisme » maoïste, dont nous avons prouvé qu'il est le fils de la défaite prolétarienne, l'héritier légitime du populisme de Sun Yat-sen et la dernière incarnation du nationalisme du Kouomintang. Parmi tous les partis affiliés à Moscou, le P. C. C. a toujours été, jusqu'à la rupture sino-soviétique, celui dont l'idéologie et le programme étaient le plus ouvertement bourgeois, sa ligne théorique ayant toujours étroitement reflété la décomposition idéologique du stalinisme et les contradictions du capitalisme chinois (cf. « Leçons de la polémique russo-chinoise », *Programme communiste*, n°s 28, 29 et 30).

Le parti de Mao a-t-il au moins réalisé cette révolution bourgeoise de façon radicale ? Par l'étude de la politique du P. C. C. à l'égard de la paysannerie et de ses alliances successives avec le parti de Tchang Kai Check, nous avons démontré qu'une telle prétention ne se justifierait ni en théorie ni en pratique (cf. « Le mouvement social en Chine », II et IV, *Programme communiste*, n°s 28 et 35). Si la « démocratie nouvelle » a mis plus de vingt ans à triompher, on le doit non seulement à la défaite de 1927, mais aussi aux hésitations et aux compromis du socialisme petit-bourgeois, ainsi qu'au poids de la réaction internationale.

A cet égard, deux faits ont été soulignés : l'influence des fronts populaires sur la lutte entre P. C. C. et Kouomintang dans les années 30 et la collusion des impérialismes russe et américain pour entraver la révolution chinoise. Telles sont les limites de l'émancipation bourgeoise déjà analysées par Marx et ultérieurement renforcées par la sénilité du régime capitaliste : limites politiques, sociales et internationales que seul le prolétariat est en mesure de vaincre par sa lutte de classe internationale. C'est là l'aspect qui a été le plus développé dans notre presse et il suffirait, pour faciliter le travail des sections, de compléter une longue chronologie des luttes de classe en Chine qui, pour le moment, se limite à la période 1911-1949.

Notre étude des crises économiques et politiques de la Chine indépendante, de la collectivisation accélérée jusqu'à la « révolution culturelle » en passant par le « grand bond en avant » et la rupture sino-soviétique, s'inscrit dans une analyse et une critique marxistes débarassées d'étroites préoccupations pour le destin du capitalisme national ou, pis encore, des suggestions de l'idéologie national-socialiste chinoise. Du fait qu'elle a réalisé toutes les conditions politiques de l'indépendance bourgeoise, la Chine

fournit la preuve la plus éclatante des énormes obstacles opposés par l'impérialisme mondial à la création de nouveaux centres moteurs du capitalisme.

Après avoir vainement espéré l'« aide » de l'Amérique, puis de la Russie, la Chine a dû subir, accepter, puis théoriser son propre isolement, facteur de crises pour son économie et d'équilibre pour l'ordre impérialiste constitué, de l'Inde au Japon. Ainsi privé de toute la « culture » matérielle des pays capitalistes avancés, l'Etat chinois a révélé plus nettement son caractère de classe en opposant au monde bourgeois non pas les mots d'ordre de la révolution prolétarienne internationale, mais la course folle à l'« indépendance économique », la maigre « culture » du paysan arriéré et de l'ouvrier pressuré.

Le destin de la Chine bourgeoise a confirmé notre double prévision : de la paix impérialiste, on ne doit attendre ni « progrès » ni « développement harmonieux » des nations ; en essayant de se libérer des lois implacables du marché mondial, l'Etat, même le plus puissant, ne peut qu'en imposer les rigueurs aux masses qu'il contrôle et aggraver toutes les contradictions « au sein du peuple ». Ces positions ont été illustrées à l'occasion de la rupture Pékin-Moscou (cf. « La Chine fera da sé », *Programme communiste*, n° 26) et par l'étude économique et théorique (cf. « Le mouvement social en Chine »). Elles seront reprises dès

que nous pourrons compléter notre documentation sur la « longue marche » du capitalisme chinois par des statistiques d'origine officielle.

Le conflit sino-soviétique, qui se conjugue aux difficultés de l'accumulation capitaliste en Chine, a été analysé dans une perspective qui ne faisait aucune concession ni aux contingences locales, ni aux prétendues divergences théoriques. Dès le début, nous avons déclaré qu'il ne s'agissait pas d'une simple querelle de famille pour décider s'il fallait laisser le cadavre de Staline dans le mausolée de la place Rouge ou le jeter à la poubelle de l'histoire. Le conflit s'annonçait comme profond et durable, puisqu'il reflétait la double pression du marché mondial et des intérêts nationaux divergents du soi-disant « camp socialiste ». Nous avons montré que toutes les réformes économiques à l'intérieur de la Russie, comme dans les rapports entre pays « socialistes », devaient nécessairement conduire à l'isolement de la Chine et y jeter, dès 1956, les bases de la politique actuelle (cf. « Le mouvement social en Chine », VII, *Programme communiste*, n° 37). La rupture sino-russe se présente donc comme un cas particulier (et particulièrement net) de cette faillite du « système socialiste » que notre parti prévoit depuis sa naissance à la fin de la dernière guerre.

Elle constitue le meilleur démenti à la propagande stalinienne qui prétendait avoir

créé un système d'économie internationale libre à l'égard du marché capitaliste, et offrir aux pays arriérés, comme seule possibilité d'émancipation, un commerce « égal » et « mutuellement avantageux » avec les pays du nouveau bloc. La rupture sino-russe tourne une nouvelle page de l'histoire de la contre-révolution mondiale : une page qui s'était ouverte à Berlin, Poznan et Budapest. Nos « Thèses sur la question chinoise » (*Programme communiste*, n° 32) résumèrent cette expérience historique des révolutions d'Orient muselées par le stalinisme et en évaluèrent les résultats. Selon notre conception des processus moléculaires de l'économie et de la politique mondiale, les épisodes de la « révolution culturelle » chinoise s'insèrent dans un cadre très étroit, auquel les dirigeants de Pékin ne parviendront pas à donner la résonance « prolétarienne » que le stalinisme avait usurpé de la grande victoire d'Octobre.

De nombreux articles de notre presse ont déjà présenté la « révolution culturelle » chinoise comme l'expression théorique et pratique du « socialisme en un seul pays » ; d'autres ont été consacrés aux mouvements qui se réclament, hors de Chine, du maoïsme. Nous publierons donc prochainement une série d'articles synthétiques sur la Chine qui résumeront l'essentiel de nos positions, tout en espérant pouvoir donner tous les développements ultérieurs nécessaires de cette question.

Un point final au "gauchisme" de la C.F.D.T.

Le "Nouvel Observateur" du 13-24 mai consacre au Congrès de la C.F.D.T. un article dont le sous-titre résume toute la philosophie : « Pour le socialisme, contre les casseurs ». La formule est exacte et ne nous surprend nullement. Mais elle vient à point souligner l'inanité d'une propagande « révolutionnaire » justifiée par le seul fait qu'on « s'exprimerait plus librement à la C.F.D.T. qu'à la C.G.T. ». Les déclarations d'un Descamps viennent brutalement confirmer, pour ceux qui en doutaient encore, que le « gauchisme » de cette Centrale n'était que poudre aux yeux, une simple formule de racolage

destinée à faire le plein dans la génération politique enthousiaste révélée par mai-juin 1968. « Nous ne devons pas remplacer l'action par l'agitation. Et il a ajouté, à l'usage de ses éléments les plus bruyants, que les étudiants, « s'ils veulent participer au mouvement ouvrier, doivent se mettre à l'école de la classe ouvrière ». C'est exactement le style de Georges Séguy et « l'école » conseillée est exactement la même : celle des voies pacifiques, parlementaires et nationales du socialisme !

Donc, à bon entendre salut : fini, pour les cédétistes, le flirt avec l'action directe, les « grèves thromboses », etc... Nul ne pouvait mieux le signifier aux contestataires de la C.F.D.T. eux-mêmes que l'intervention du représentant de « l'aile gauche » de la Confédération, F. Krumnov, dont le "Nouvel Observateur" dresse, en quelques traits, un portrait moral et politique aussi précis que la photo qu'il donne également du personnage. « Casser des vitres, a dit Krumnov, c'est la révolution des impuissants ». Soit, mais les naïfs qui croyaient que la fleur de la nouvelle promotion syndicale non-stalinienne manifesterait au moins quelque sensibilité de classe à l'égard d'actes, désespérés sans doute, mais d'authentique révolte sociale, en seront pour leurs illusions. Cette engance-là manifeste la même incompréhension et le même mépris, à l'égard de cette révolte, que celle des vieux bonzes chevronnés.

Patriote et antifasciste d'abord : « Si nous étions en Grèce ou au Brésil, nous serions tous obligés d'être des violents comme tout syndicaliste l'a été en 1940 et 1945 », a dit Krumnov. Ainsi la violence a du bon lorsqu'elle vise « l'ennemi héréditaire » et attise la haine chauvine grâce à laquelle le capitalisme international fait ses choux gras ; elle est impie lorsqu'elle dresse l'ouvrier contre son patron national ou son flic démocratique !

Le représentant de la « gauche » cédétiste a fait le docte procès des « sabotages déjà employés par les anars au début du siècle » et dont « le syndicalisme a très rapidement abandonné les méthodes ». Mais il a oublié de dire que cet abandon — clairement expliqué par Monatte dans la "Vie Ouvrière" de 1909 (ne pas confondre avec le torchon stalinien d'aujourd'hui) — se faisait au nom de l'internationalisme et de la révolution et non de la moûture réformiste que la C.F.D.T. nous sert sous

l'étiquette de « socialisme démocratique ». Pour ne nous laisser aucun doute sur les motifs de la répulsion de sa Centrale à l'égard des sabotages de cette époque révolue, Krumnov précise que « ces méthodes répugnaient aux ouvriers qui conservent le respect de l'outil ». Ce qui nous répugne à nous c'est le respect de l'exploitation de la force de travail qui se dissimule derrière une formule qui pue la présomption, la sottise et la servilité de l'aristocratie ouvrière que se disputent la C.F.D.T. et la C.G.T.

Parlant des incidents de Renault-Flins, l'année dernière, au cours desquels une minorité d'ouvriers s'est rebiffée contre les crapuleries des délégués-flics de la C.G.T., Krumnov dit : « Nos copains de l'automobile n'ont pas toujours assez tenu compte des désirs de la masse. Pour ne pas de couper des ouvriers les plus combattifs, ils ont soutenu des actions minoritaires comme aux usines Renault de Flins ou aux usines Peugeot. Résultat : leur recul aux élections dans ces entreprises ». Voilà qui complète admirablement le portrait-éclair des « hommes qui montent » dans la C.F.D.T. Forts en gueule, mais pas fous au point de risquer de perdre quelques voix au nom du principe le plus élémentaire de solidarité avec des ouvriers en lutte ! Des « réalistes », comme dit le "Nouvel Observateur", qui a peut-être raison lorsqu'il voit dans cette graine de politiciens la « gauche socialiste de demain ».

Que ce soit là la vocation de la C.F.D.T., dans laquelle les incorrigibles noyautés gauchistes voulaient introduire la subversion, c'est Descamps qui le confirme. La « révolution » est pour lui une pure clause de style. Mais il lui faut s'y référer de temps à autre de façon à faire coup double : satisfaire d'une part la « libido » subversive qui sommeille derrière le pitanisme politique de cette clientèle de cadres, d'employés et d'ouvriers

olets-bourgeois, réduire d'autre part cette « révolution » aux dimensions d'une banale réforme légale du système existant. Ce type de démocrate impénitent ne peut pas imaginer le plus grand bouleversement social qui soit en dehors de la géographie politique actuelle, indépendamment du rapport des forces présentes, et sans la persistance de conditions générales qu'il pense ne devoir jamais changer. « S'il y a la révolution, dit-il, qui prendra le pouvoir demain ? » Il abrute ceux qui considèrent « les hommes de la Convention républicaine comme d'affreux bourgeois, les S.F.I.O. comme des croulants, les radicaux comme des conservateurs ». « Mais avec qui donc ferons-nous la gauche », s'exclame-t-il !

C'est cela, dans la C.F.D.T., le « triomphe du réalisme » dont le "Nouvel Observateur" se réjouit : l'affirmation impudente que le « socialisme démocratique » que préconise cette Centrale n'est rien d'autre que la voie sordide et archi-usée du réformisme parlementaire. Pour notre compte nous n'en avons jamais douté un instant et nous savions qu'après une razzia fructueuse parmi les jeunes révoltés de mai-juin, la Centrale défroquée finirait bien par la crier à haute voix. Ceux qui ont bonne mine, dans cette affaire, ce sont les involontaires racoleurs gauchistes qui ont fait, pour le compte de cette putain démocratique, une bonne moisson d'énergies juvéniles plus enthousiastes qu'expérimentées.

La prétendue « gauche révolutionnaire » de Krumnov n'a recueilli qu'un quart des voix. Elle se consolera peut-être avec l'éloquence de son leader dont un délégué aurait dit : « Il nous a tous pris aux tripes ». Espérons, pour l'honneur des gauchistes présents au Congrès, qu'elle les aura au moins, en un réflexe de classe ultime et désespéré, contraints à soulager les leurs.

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Les samedis 6 et 20 juin, de 15 à 19 h. ; les dimanches 14 et 28 juin, de 10 à 12 h., au siège du " prolétaire ", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5^e), métro Gobelins.
- A MARSEILLE : Les samedis 6 et 20 juin, de 15 à 19 h., au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves, (4^e étage).

Le maoïsme, stalinisme à la sauce tiersmondiste

Les hasards de l'actualité font bien les choses. Le même numéro du "Nouvel Observateur" que nous citons par ailleurs à propos du Congrès de la C.F.D.T., ouvre ses colonnes à Geismar, dirigeant de la Gauche prolétarienne : après la profession de foi des anti-casseurs conformistes, celle des pro-casseurs délirants. C'est l'image parfaite d'une situation confuse où la classe ouvrière est sollicitée, encore une fois et de façon très inégale, par le réformisme le plus servile et l'aventurisme le plus insensé.

L'anarchisme, disait Lénine, est la rançon que paie le prolétariat pour le rachat de ses péchés opportunistes. Le maoïsme, en ce sens, est la rançon de cinquante ans de stalinisme. Et une rançon payée dans la même monnaie : du stalinisme, le maoïsme a gardé la carence théorique et le mépris souverain de toute analyse sérieuse, du présent comme du passé ; du stalinisme, il conserve également la vulgarité politique (au sens que Marx donnait à ce terme lorsqu'il parlait des économistes vulgaires et des communistes vulgaires) ; en ce qui concerne les moyens d'action et la psychologie, le maoïsme a hérité enfin du stalinisme des méthodes qui rabaisent la conscience des ouvriers au niveau barbare des classes opprimées des sociétés pré-capitalistes.

L'exposé de Geismar est fruste, mais limpide parce qu'il découle d'une pétition de principe qu'on peut résumer de la façon suivante : les formes, la tactique et l'esprit de la révolution de demain reprendront celles des luttes actuelles du Tiers-monde, au lieu de puiser dans l'expérience de la grande révolution prolétarienne d'hier, la révolution d'Octobre 1917, dont les maoïstes, lorsqu'ils s'y réfèrent, ne veulent du reste retenir que les aspects arriérés, paysans, « tiersmondistes ».

Nous nous bornerons ici à examiner seulement quelques points caractéristiques d'un tissu d'interprétations erronées, qu'il s'agisse de la situation économique, politique, sociale et de ses antécédents historiques, de la crise qui couve depuis quelques années et du rôle qu'y jouent les grandes forces politiques, ou enfin des moyens et méthodes propres à rendre au prolétariat sa force, son organisation, sa conscience de classe.

« Le point de départ — dit Geismar interrogé par Sartre — c'est que nous n'avons pas du tout la même conception que les communistes de "l'insurrection". L'image qu'ils s'en font, qu'ils donnent à leurs militants, c'est celle du "petit matin du grand soir" : un jour, en fonction d'une analyse de la situation et du mouvement de masse, on va débattre des fusils aux portes des usines et on prend le pouvoir. « Nous ne prendrons pas le pouvoir — ajoute-t-il un peu plus loin — en décidant "Aujourd'hui c'est l'insurrection" et en partant à l'attaque avec mille hommes et mille fusils. »

Ce « point de départ » est doublement faux. D'abord parce qu'il n'est pas vrai que les « communistes » (entendez par là les gens du P.C.F.) veulent l'insurrection et la précèdent à leurs militants : ce qu'ils préconisent c'est la conquête pacifique et parlementaire du pouvoir. On ne peut donc critiquer à partir d'eux et de leur comportement politique la conception marxiste de la révolution. Ensuite, parce que cette conception marxiste n'a rien à voir avec l'image puérile du « grand soir ». La révolution ne se crée pas. Elle surgit comme un fait objectif lorsque aucune autre solution n'est possible, c'est-à-dire lorsque la crise de l'économie se superpose la crise de l'Etat et lorsque, non pas quelques milliers de fusils, mais les millions de bras ouvriers, par la grève générale, paralysent toute vie sociale, l'insurrection (même si, techniquement, elle est le fait d'un état-major politique) survenant dès lors comme une conséquence logique de cette paralysie.

Si Geismar est obligé de faire

tolérable) ?

Ces « révolutionnaires » sont littéralement traumatisés par le tiers-monde. Pas de trace, dans leurs « analyses » et leurs « perspectives », des données fondamentales de la théorie marxiste et notamment de la définition qu'elle donne de la nature spécifique du prolétariat : classe qui, parce qu'elle est définitivement privée des moyens de production, peut seule concevoir et réaliser une société où ces moyens de production ne sont plus monopole de classe. Ce qui n'est pas le cas des paysans parcellaires et, évidemment, encore moins des commerçants.

A l'égard de cette dernière catégorie, Geismar, qui a bien dû feuilleter quelques classiques du marxisme, s'en tire par cette pirouette : la nature des classes sociales, les limites de leurs intérêts spécifiques ne constituent qu'une « donnée abstraite » ! « Nous, nous raisonnons » en termes de guerre prolongée, dit-il, et quand un homme se bat pendant des années avec un fusil dans les mains sa mentalité change du tout au tout. C'est bien de « mentalité » qu'il s'agit ! Ce n'est pas le chiffon de papier d'une déclaration des exités du C.I.D. qui nous fera oublier les petits-bourgeois authentiques, plus enclins à la dictature fasciste qu'à celle du prolétariat, qui constituent l'essentiel de cette catégorie. Comment un homme sensé pourrait-il conférer au commerçant français les vertus combattives d'un fellagha de l'Aurès, assimiler Nicoud à Pancho Villa ?

Geismar n'est guère mieux inspiré en ce qui concerne les luttes ouvrières. Lorsqu'il explique le comportement du P.C.F. et de la C.G.T. dans la liquidation de la grève de mai-juin 1968, il réduit cette trahison au fait que « des spécialistes en cravate » ont négocié avec le patronat ; « des gens qui n'ont plus travaillé en usine depuis vingt ans », « qui ne savent plus ce qu'est une usine ». Donc, des « embourgeoisés », un point c'est tout. Ce sont là des lieux communs politiques raclés dans tous les fonds de tiroir de trente ans de critique démocratique et ouvrière du stalinisme : la collaboration de classe expliquée par la corruption des chefs, la participation du P.C.F. à la reconstruction capitaliste par le jeu de quelques traitres, le tout coiffé de cette idée enracinée qu'à la Libération la lutte « populaire », commencée sous le signe du patriotisme, aurait pu se continuer sous celui de la révolution : « l'ancienne Résistance — dit Geismar — est pour les travailleurs un acquis ». Ce qui dispense, évidemment, de chercher plus avant pourquoi le parti des Lénine et Trotsky est devenu celui des Thorez et Togliatti, la glorieuse Russie d'Octobre, l'univers concentrationnaire de Staline et pourquoi la Chine de Mao, jusqu'à ces dernières années amie chérie de l'U.R.S.S., y a découvert soudain un nid de « révisionnistes » !

Mais cela ne dispense pas les maoïstes d'utiliser et de théoriser les procédés de propagande les plus démagogiques et les plus triviaux, ceux, précisément, dont le P.C.F. s'est servi avant eux. Quelle est, selon Geismar, la méthode pour lutter contre ce que Marx appelait le « despotisme de fabrique » ? Il s'agit d'humilier le patron et il donne l'exemple d'un patron sequestré par ses ouvriers : « la première fois, on mangeait tout » et on ne lui donnait que les os. La deuxième fois on l'a empêché d'aller aux chiottes » et il a été obligé de pisser dans son bureau ».

Nous ne sommes pas des puristes en matière de lutte sociale et nous ne faisons pas la petite bouche devant ses manifestations les plus bestiales, surtout lorsqu'elles sont, comme dans ce cas, des ripostes à des bestialités identiques des patrons. Mais nous ne pouvons accepter qu'on les théorise comme la quintessence de l'action révolutionnaire et qu'on y voie un grand pas en avant de la conscience de classe des ouvriers. Cette conscience de classe doit se hisser à la hauteur

d'une haine du capital dont le patron n'est qu'un instrument ; elle est l'intelligence de la brutalité des rapports d'exploitation et non de la seule brutalité des hommes. Se gargariser de tels faits, c'est se satisfaire d'une idéologie de paysans et non de prolétaires, d'une révolte plus proche de la jacquerie que de celle de la lutte de classe moderne.

Ici, la vulgarité, au sens de Marx déjà indiqué au début, apparaît de plus belle. Sans être contre l'augmentation des salaires, Geismar dit qu'elle « laisse une issue au patron » et qu'il « faut attaquer celui-ci ailleurs ». Ce qui révèle la persistance de cette illusion anachronique selon laquelle la lutte revendicative peut, en soi, entamer la force du capital. Pour nous cet « ailleurs » où l'on peut attaquer le patron, ce ne peut être que l'Etat bourgeois qui garantit ses privilèges et que le prolétariat doit détruire. Mais la revendication économique peut préparer la lutte en vue de cette destruction en regroupant les prolétaires, en les organisant et en leur faisant prendre conscience de sa nécessité. Plus large et plus puissant sera ce regroupement, plus grande sera cette chance-là, et c'est sur ce terrain que l'opportunisme, à notre sens, devra tôt ou tard se démasquer et être chassé des rangs du prolétariat.

Ce n'est pas l'avis de Geismar. A Berliet, sous l'impulsion d'éléments maoïstes, une grève s'est déclenchée pour la réduction des cadences de travail : « le mouvement a fait bouler de neige, entraînant les 20.000 travailleurs de l'usine. Mais il n'y a pas eu une grève générale qui aurait permis à la C.G.T. de bloquer tout le système et de réamorcer le cycle classique : action-négociation-démobilisation. Cette fois les ouvriers ont adopté d'eux-mêmes la tactique de la "guérilla" et la production (a été) totalement désorganisée ». Soyez sûrs, camarades maoïstes, que chaque fois que vous faciliterez cette tactique, sous quelque prétexte que ce soit, vous aiderez l'opportunisme et affaiblirez les ouvriers ! L'argument d'affaiblissement et de désorganisation de la production, les stalinien nous l'ont servi en leur temps, et cela leur a servi de transition pour renoncer par principe aux grèves généralisées.

La vérité c'est que la lutte de classe moderne exige des formes d'action de plus en plus vastes et de plus en plus générales et, pour cette raison, est incompatible avec la tactique de la guérilla sociale : la force du prolétariat ne peut être que collective et c'est son développement, sur le plan économique d'abord, qui est la condition indispensable de son irruption ultérieure sur le terrain de la lutte politique et armée.

A propos de cette « guérilla » maoïste, nous avons déjà distingué dans ces colonnes, la signification de l'idéologie. Nous n'englobons pas dans la même con-

damnation des ripostes ouvrières et des justifications ramassées dans le fumier opportuniste d'un demi-siècle de contre-révolution.

La « théorie » maoïste méprise superbement le programme historique du prolétariat, absolument opposé à celui du « peuple », camouflage éternel et démagogique des intérêts de la bourgeoisie. Elle ignore les tenants et aboutissants de la contre-révolution incarnée par le stalinisme, ne veut pas admettre que la seconde guerre mondiale était impérialiste et se condamne donc à ne pas identifier, dans l'action des maquisards et de la Résistance, la forme — une apparence de guerre civile — au contenu : un carnage organisé par et pour le capital. Elle est incapable, par voie de conséquence, de comprendre pourquoi l'opportunisme du P.C.F. est contre-révolutionnaire et celui de la C.G.T. complice de l'Etat bourgeois.

C'est une théorie d'intellectuels qui ne croient plus au caractère scientifique du marxisme et imaginent pouvoir lutter contre sa caricature politique en retenant les traits essentiels de celle-ci ; une vision qui dissimule sous des dehors de violence exaspérée l'impuissance révolutionnaire d'une situation historique dans laquelle même les révoltes les plus héroïques sont livrées à la force économique et militaire du capital par l'œuvre persévérante de son armée de laquais.

Intrusion d'une idéologie de paysans sans terre au cœur d'une classe ouvrière corrompue, importation d'une guérilla militaire comme ersatz de mobilisation sociale du prolétariat, elle peut influencer aujourd'hui une frange d'ouvriers dont les conditions sont les plus désespérées. Mais elle isole et stérilise du même coup les premières manifestations de la révolte sociale générale de demain. La tactique qui consiste à organiser ces fractions en « noyaux de résistance » de façon que les plus combattifs soient séparés de ceux qui le sont moins, qui, en somme, veut tout de suite « donner le fusil » à qui, dans l'immédiat et d'évidence, n'a plus rien à perdre, n'est pas la bonne. Ces catégories de surexploités, le parti de classe doit les souder à celles qui nourrissent encore l'illusion qu'elles ont quelque chose à défendre, en pliant ces dernières à une solidarité générale sur la base de leurs intérêts collectifs.

C'est la seule voie possible pour que la crise capitaliste, qui ramènera la totalité des salaires à leur condition fondamentale de sans-réserves, trouve un prolétariat capable de remplir sa fonction révolutionnaire de destruction du mode de production capitaliste.

Le « schéma » de ce processus — qui est matériellement déterminé, en dépit des errements maoïstes — se trouve dans le programme marxiste intégral et non dans les élucubrations tiersmondistes dont le "Nouvel Observateur" nous a donné les meilleurs spécimens.

AVEUX TÉLÉVISÉS

Lors de l'émission "Panorama" du 22 mai, un conseiller municipal stalinien de Berlin-Est répond à la question d'un journaliste qui lui demande s'il serait favorable à des élections libres en vue de résoudre le problème des deux Allemagnes : « Des élections libres, qu'est-ce que cela veut dire ? Hitler est arrivé au pouvoir par des élections libres et démocratiques. Moi, j'étais jeune, mais je me souviens que les élections avaient été librement organisées, il y avait les communistes, les socialistes... Nous avons voté la guerre, nous avons voté le massacre de millions d'hommes en Europe ».

Jamais démocrate (populaire) n'avait reconnu si ingénument que démocratie et fascisme sont des vases communicants !

Au cours de l'émission "Euréka" sur le Japon, le 20 mai, le président de la Confédération du patronat japonais déclare : « Le fait d'avoir perdu la guerre nous a permis de repartir à zéro, et de ce fait d'employer le matériel le plus moderne et les dernières techniques... ». A quoi le journaliste répond que le vice-président de la même Confédération avait, de son côté, déclaré un peu plus tôt : « Nous avons bien fait de perdre la guerre. Cela nous a permis de démarrer à zéro, sur des bases plus larges... ».

Drôle d'époque où les bourgeois reconnaissent que le massacre mondial a été une véritable cure de jouvence pour l'appareil de production capitaliste et a donc permis une expansion sans précédent de l'exploitation des ouvriers, tandis que les partis « ouvriers » continuent, eux, de prétendre qu'on y sauvait la Démocratie, la Liberté et Dieu sait quoi encore !

REUNION DE LECTEURS A PARIS

Le Vendredi 12 Juin, à 20 h. 45, à la Rédaction du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), 5^e, Métro Gobelins :

Les communistes combattent aussi bien la Démocratie que le Fascisme

(Le présent journal tient lieu d'invitation)

Paris-Prague et retour

(Suite de la 1^{re} page)

d'où la proposition de Waldeck de tenir une conférence « communiste » européenne, qui restera du reste sans lendemain, les Russes étant pressés.

Le même opportunisme, au sens le plus banal du terme, se retrouve dans la position du P.C.F. à l'égard de ce que l'on baptise pudiquement « les violations de la légalité socialiste ». Dansant sur la corde raide, le P.C.F. doit s'efforcer de se donner une certaine décence démocratique (élections obligent !), tout en sauvant le mythe du socialisme russe et du bloc fraternel des démocraties populaires dont l'écroulement complet aurait des conséquences incalculables sur la classe ouvrière.

Aussi la presse du P.C.F. a-t-elle mené campagne contre le film "Aveu". Le livre, lui, avait été bien accueilli : la décence démocratique y gagnait et les ouvriers ne lisent pas les gros livres coûteux ; le film n'aura pas le même public, évidemment.

On a donc pu lire dans l'"Humanité" du 29 avril et sous le titre « Vérité ou altération de l'Histoire ? » (ces gens-là n'ont peur de rien : eux, les champions du faux historique en tout genre, venir donner des leçons en ce domaine !), un compte rendu fielleux et édifiant. Ce qui gêne ce scrupuleux défenseur de la vérité historique qu'est sans doute son auteur, F. Maurin, c'est que, selon ses propres termes, « il » aurait fallu concevoir un film « impossible, assortissant le drame vécu par le personnage de la somme des faits extérieurs » relatifs au sujet central, comme de considérations de tous

ordres, politiques, philosophiques, permettant au spectateur de comprendre et d'analyser la totalité d'un processus dont l'aspect policier n'est qu'un composant parmi d'autres.

En d'autres termes, ce distingué chroniqueur fait reproche au film de montrer seulement comment ont été organisés les procès, mais sans jamais permettre au spectateur de comprendre pourquoi. Tous ceux qui ont vu le film s'écrieront qu'il a mille fois raison ! Oui, mais... quelle est l'explication proposée par le P.C.F. ? Eh bien, il était une fois au pays des Soviets un Grand Méchant, appelé Staline ; oh, il n'était pas foncièrement méchant, à la réflexion : il avait en effet fait assassiner toute la vieille garde du parti bolchevique, organisé à l'étranger le meurtre du dernier survivant, un certain Trotsky, et lancé le socialisme dans un seul pays, toutes choses fort « positives », n'est-ce pas ? Ce pauvre Staline, donc, était entouré d'autres Méchants, des vrais ceux-là, comme Béria, qui le conseillaient mal ; et alors, tous ensemble, ils se sont mis à « violer la légalité socialiste ». Ce n'est pas bien, naturellement, mais c'est le passé ; aujourd'hui, il y a certes des « camps de rééducation » en Russie, mais c'est tout à fait légal ; on a bien aussi envoyé les avions et les chars à Prague, et nous avons désapprouvé, vous vous souvenez ? mais il y avait eu des provocations et maintenant tout redevient « normal ».

Voilà quelles sont, en gros, les « considérations de tous ordres, politiques, philosophiques » que le P.C.F. offre en la matière, lui

qui se permet de faire la fine bouche. Dans la mesure où le film suggère une explication, eh bien, c'est exactement la même (il y ajoute, il est vrai, l'impression du bureaucrate stalinien victime à son tour du stalinisme : c'est monstrueusement absurde !) et c'est normal : London et les bureaucrates du P.C.F. sont de la même famille, de purs produits de la décomposition du stalinisme.

L'explication matérialiste, marxiste des procès et de la terreur stalinienne ne viendra ni ne peut venir du camp de ses complices d'hier, qui essaient de se blanchir en adorant à genoux la Démocratie, instrument de duperie bourgeoise qui a sur les mains sans doute davantage encore de sang des opprimés que le sanglant régime de Staline et de ses successeurs.

Cette explication tient en peu de mots. Staline n'a pas été un monstre ni son régime une erreur de l'Histoire. L'un et l'autre ont été les instruments de la contre-révolution politique qui a abattu le pouvoir communiste en Russie pour ériger sur ses ruines un Etat national, gardien d'un développement capitaliste, mais usurpant la tradition bolchevique et l'utilisant à l'occasion comme instrument de politique étrangère. Les procès, la terreur, l'antisémitisme ont été les moyens de domination des « démocraties populaires » par l'impérialisme russe, trop faible pour se passer de l'oppression quasi-coloniale dans ses rapports avec les pays satellites.

Cela, Messieurs du P.C.F., ni vous, ni le pitre Gaudy, ni London, ni la bourgeoisie ne le diront, car c'est la vérité.

VII. - Le faux "communisme" kolkhozien

(Suite de la 1^{re} page)

sont des rapports propres à cette classe et en garantissent la plus ou moins lointaine réapparition.

Le type social né de la forme kolkhozienne incarne la *longue transition historique* qui a été nécessaire pour parvenir à ce résultat. En tant que travailleur de la ferme collective, le kolkhozien — qui perçoit une fraction du produit proportionnelle à sa prestation de travail — s'apparente au salarié de l'industrie. Il n'en sera jamais un, sinon au terme d'une nouvelle évolution de durée imprévisible, parce que, grâce à son lopin de terre, il n'est pas un *sans-réserves*, mais un propriétaire de moyens de production, même s'ils se réduisent à 2 ou 3 hectares de terre, à quelques têtes de bétail et à sa propre maison. Sous ce dernier aspect il paraîtrait assimilable à son homologues d'occident, le petit producteur parcellaire. Mais à la différence de ce dernier, ruiné par l'usurier, la banque et la concurrence du marché, il ne peut pas être *exproprié* : le peu qui lui appartient est garanti par la loi. Le kolkhozien est donc l'incarnation du compromis à *petit* passé entre l'Etat prolétarien et la petite production.

La condition indispensable du socialisme c'est la concentration du capital. La confiscation par le prolétariat de formes ultra-centralisées comme trusts, cartels, monopoles, possible parce que propriété et gestion y sont depuis longtemps dissociées, devient impensable, sinon au prix de bouleversements prolongés, en ce qui concerne la myriade des micro-propriétaires kolkhoziens. Non seulement cette perspective socialis-

te est définitivement bannie en Russie sans nouvelle révolution, mais encore la simple *concentration capitaliste* s'y heurte à des difficultés telles que la Russie actuelle s'efforce d'y parvenir en reprenant à son début le processus historique déjà parcouru par les pays développés : telle est la signification du rétablissement des principes de la *concurrence*, de la *rentabilité* sur lesquels les dirigeants russes comptent probablement pour éliminer les kolkhozes non compétitifs et, à la longue, transformer leurs membres en véritables salariés. C'est une longue perspective dont nous examinerons la prochaine fois les étapes déjà parcourues.

Le « collectivisme » rural de la Russie n'est donc pas socialiste, mais coopératif. Enfermé dans les lois du marché et de la valeur de la force de travail, il présente toutes les contradictions de la production capitaliste sans en contenir le levain révolutionnaire : l'élimination du petit producteur. Mais il a permis à l'Etat national russe, fermement appuyé sur sa paysannerie « stabilisée », de réaliser, au prix des souffrances sans nombre de son prolétariat, son accumulation primitive et de parvenir à son seul élément de capitalisme moderne : *l'industrialisme d'Etat*.

(1) Ne pouvant, faute de place, fournir ici les données à l'appui, nous renvoyons encore une fois le lecteur à notre brochure "Bilan d'une révolution", avec l'espoir qu'à la différence des beaux esprits qui expliquent la contre-révolution stalinienne à l'aide des lieux communs démocratiques, il aura le souci d'y vérifier ce qu'il nous faut ici simplement énoncer.

(Suite de la 1^{re} page)

rève ruiné d'un capitalisme humanitaire sans crimes, guerres ni exploitation ; elle joue un rôle immédiat et déterminant dans la préservation de la paix sociale, dans le maintien de la soumission ouvrière. L'opportunisme redoute plus que la peste la révolte prolétarienne. C'est pour la conjurer qu'il s'efforce d'effrayer le prolétariat avec sa propre force, c'est-à-dire avec ces sursauts de violence qui sont le levain même de sa mobilisation de classe. En les assimilant à des provocations, il tend à empêcher la violence sociale individuelle de se transformer en violence générale. Il vise à interdire tout lien physique entre les éléments combattifs du prolétariat et le reste de la classe ouvrière. Il renou-

LA PHOBIE DE LA PROVOCATION

velle les infamies de l'opportunisme social-démocrate qui accusait autrefois Lénine et Trotsky d'être payés par l'Allemagne.

Ces crapuleries n'autorisent certes pas à conférer le titre d'avant-garde prolétarienne à des groupements qui ne théorisent que des efforts impuissants à briser la gangue de défaitisme et de confusion dans laquelle l'opportunisme semi-séculaire a emprisonné les ouvriers. Mais elle impose de rétablir la vérité que ses canailles dissimulent : la violence des casseurs n'est pas une manœuvre habile de la bourgeoisie, mais une tentative maladroitement du prolétariat !

Après 50 ans d'intoxication réformiste et d'oubli du programme révolutionnaire, les éléments exaspérés de la classe ouvrière sont inévitablement sollicités par les solutions les plus simplistes : frapper, n'importe où et n'importe comment, casser tout ce qui tombe sous la main, parce que ce qui tombe sous la main d'ouvriers surexploités ce ne sont que les instruments matériels de leur surexploitation ! Que l'Etat bourgeois en profite pour renforcer son appareil répressif et intimider l'ensemble du prolétariat, c'est dans son rôle. Mais que ce rôle soit tenu par ceux qui disent représenter la classe ouvrière, c'est la plus grande infamie de tous les temps !

P.C.F. et C.G.T. accusent les gauchistes de « faire le jeu du gouvernement ». Parlons-en un peu de ceux qui font le jeu de toute la bourgeoisie ! Qui prétend être le parti de la grandeur nationale ? Le P.C.F. ! Qui se déclare « parti de l'Ordre » ? Le P.C.F. ! Qui sabote les grèves au nom du civisme et de l'intérêt national ? Les agents du P.C.F. dans la C.G.T. ! Qui donc, à titre posthume, a reçu du Grand Prêtre des « Monopoles », de Gaulle, la reconnaissance de ses bons et loyaux services pour « la conservation de l'unité nationale et la recons-

truction patriotique » sinon Thorez, cet autre Grand Prêtre... du national-communisme ? Qui demande des subventions à l'Etat bourgeois pour la formation de ses cadres syndicaux, à l'instar des syndicats jaunes ouvertement collaborationnistes sinon la C.G.T. ? Qui avoue ainsi implicitement qu'en prétendant à la même récompense elle a conscience d'accomplir le même travail ? Et que signifie tout cela sinon servir le capitalisme ?

Plus cette trahison se démasque, plus effrontées deviennent les calomnies de ses auteurs. Les staliniens crient : « Gauchistes-Marcellin » pour rejeter sur eux la responsabilité de la « loi scélérate » qu'ils ont eux-mêmes provoquée en invitant le gouvernement à assurer l'ordre et à accentuer la répression. Ces tartuffes ont ensuite le front de protester contre cette loi et de dire que les lois existantes « y suffisaient » !

Toutes les lois de la société bourgeoise sont scélérates pour le prolétariat, y compris celles que les « communistes » ont votées à l'époque où ils réclamaient une forte police et une armée puissante. Pour les promulguer, la bourgeoisie n'a attendu ni leur bassesse de laquais, ni les violences désordonnées des gauchistes : son bonnet phrygien dégoûtait encore du sang des rois lorsqu'elle adopta la Loi Le Chapelier qui punissait la grève à l'égal d'un crime, et la guillotine, sa machine « anti-tyran », elle sut fort bien s'en servir pour décapiter, avec Babeuf, la première anticipation du communisme prolétarien !

Vous pouvez calomnier, vous pouvez frapper, candidats à la succession des Noske et Scheideman, massacres de la classe ouvrière allemande. Les têtes roulent, les corps tombent mais le prolétariat révolutionnaire ne peut périr. Par dessus votre corps voué aux « poubelles de l'histoire », il frappera inexorablement le capitalisme auquel vous vous êtes prostitués.

Chapelle... léniniste!

Le jour des obsèques de Lénine, Staline, promu tout naturellement au rôle de fossoyeur en chef, avait retrouvé le style du séminaire où il fit ses études pour réciter sur le ton des litanies des « commandements de Lénine » de son invention. On érigea ensuite le mausolée de la place Rouge, dans lequel les bons citoyens de la grande Russie venaient défilier devant la momie de Lénine, comme les fidèles devant les reliques des saints.

Il fallait se surpasser pour l'année du centenaire. C'est chose faite. L'"Humanité" du 17 avril nous apprend qu'à Oulianovsk a été inauguré un gigantesque ensemble architectural appelé « Le Mémorial ». Dans une tour de 36 mètres de hauteur, avec façade de marbre blanc, on peut pénétrer dans le saint des saints : « La tour centrale abrite une salle ornée de mosaïques et d'un buste monumental où l'on est invité à la méditation ». Après avoir écrit cela, même le correspondant de l'"Humanité" s'est senti mal à l'aise (et pourtant, il lui en faut). Aussi s'est-il empressé d'ajouter ce qu'il prend pour une justification : « A ceux qui seraient tentés de la comparer à une chapelle, on rétorque qu'elle est prévue pour des cérémonies solennelles comme la prestation de serments des pionniers ou des komсомолs ».

Après quoi il ne reste plus qu'à prier (bien sûr !) le correspondant de l'"Humanité" de se renseigner sur le sens exact du mot chapelle, ou bien encore de méditer sur la signification profonde de la transformation de Lénine, chef révolutionnaire du prolétariat international, en grand inspirateur du scoutisme russe.

Correspondance :
" le prolétaire "
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :
" le prolétaire "
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :
" le prolétaire "
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)

" programme communiste "
1 an : 15 F (150 FB)

" programme communiste "
et " le prolétaire "
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

★ " prolétaire " : 6 mois.

★ " prolétaire " : 1 an.

★ " programme communiste "

★ combiné.

(Cocher l'étoile).

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1970

LISTE N° 5

Barbière, 10; Les Vieux camarades émigrés italiens, 22; Un sympathisant, 40; Paris, Avril, 455,50; Emile R., soutien, 25; Jack, soutien, 5; R. et R., 40; Catherine, soutien, 5; Alain, soutien, 5; Lucien, 20; François, 70; Raymond, soutien, 5; Amar, 40; Raymond, 69; Maçon, 5; R. et R., Mars, 40; Hors du troupeau, 5; Gérard, 20; A. et M., 40; Réunion régionale, Marseille, 378,05.

Total liste n° 5... 1.299,55 F
Total précédent... 7.230,66 F

Total général... 8.530,21 F

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP. »
1, 3 et 5, boulevard Schœssing
M A R S E I L L E (X^{me})

Distribué par les N. M. P. P.

La révolte des mineurs belges et la C. G. T.

" Options ", revue mensuelle de l'U. G. J. C. T. de la C. G. T., consacre dans son numéro d'avril un article à la grève des mineurs belges. L'auteur de l'article nous montre la lutte des mineurs du Limbourg, en majorité étrangers, et la trahison pure et simple des syndicats belges.

Evidemment on ne nous épargne pas les habituelles remarques sur le dépérissement des charbonnages « nationaux » belges, le remplacement du charbon belge par du charbon américain moins cher, qu'il serait parait-il aisé de concurrencer « si le capitalisme parasitaire belge ne recherchait systématiquement la tutelle américaine en échange de quelques miettes de profit ».

Ah ! que ne nous donne-t-on un bon capitalisme « national », très compétitif, un capitalisme qui ne contenterait pas de « miettes de profit », un capitalisme « non parasitaire ». L'auteur ne pense évidemment pas au capitalisme, mais au « socialisme national » !

Un autre passage nous surprend beaucoup plus. Après que les syndicats belges, en décembre 69, aient demandé 15 % d'augmentation étalés sur 2 ans, les mineurs réclament une augmentation fixe et immédiate de 70 francs belges par jour (7 francs français) et la suppression des catégories les plus basses ; les salaires varient entre 38 francs et 60 francs par jour (francs français). Et l'auteur de l'article n'a absolument pas l'air de s'indigner.

Serait-il un gauchiste glissé dans la rédaction d'" Options " ? Car si les revendications d'augmentation uniforme sont bonnes en Belgique, pourquoi sont-elles si mal vues par la C.G.T. en France ? Comment se fait-il que la hiérarchie ne soit pas défendue comme il se doit ? Vous nous direz qu'en Belgique il y a de « bons » ouvriers et de méchants syndicats, tandis qu'en France c'est l'inverse ! Les mêmes revendications sont donc « bonnes » ou « mauvaises » suivant qu'elles sont défendues par les uns ou par les autres. Que la C.G.T. nous éclaire bientôt à ce sujet, justifiant ces différences par de subtiles raisons tactiques.

Eh bien, nous qui ne sommes pas subtils, nous disons à tous les prolétaires : imitez les mineurs du Limbourg, réclamez des augmentations uniformes chiffrées et au diable la hiérarchie ! Il y a bien assez des patrons pour l'entretenir.